

**L'EXECUTION BUDGETAIRE 2007 :**

**DE LA NECESSITE  
D'UNE APPROCHE CONSOLIDEE**

**QUELLE SITUATION POUR LES  
FINANCES PUBLIQUES EN 2007 ?**

# Les étapes de la communication gouvernementale

- communication de M. Eric Woerth sur l'exécution de la loi de finances 2007 le **22 janvier 2008** (comptabilité budgétaire) qui fait état de résultats en ligne avec les prévisions ;
- communication de M. Eric Woerth sur l'exécution du régime général de la sécurité sociale le **17 mars 2008** : un déficit de 9,4 milliards d'euros au lieu de 11,7 milliards d'euros (comptabilité LFSS) ;
- notification du chiffre du déficit public à la commission européenne. Réévaluation de 0,3 point de PIB par rapport à la prévision le **28 mars 2008**. Des chiffres « comptabilité nationale ».

# Les résultats 2007 des finances publiques

*(en % du PIB et en milliards d'euros)*

Déficit public notifié	2,7 %	50,3
Dette publique notifiée	64,2 %	1.209,5
Recettes publiques	49,9 %	940,4
Dépenses publiques	52,6 %	991,1
Prélèvements obligatoires	43,5 %	-

*Source : INSEE*

# Un écart entre prévision et exécution

*(en % du PIB)*

	2006	2007 (prévision)	2007 (exécution)
Déficit public	2,4	2,4	<u>2,7</u>
Dettes publiques	63,6	64,2	<u>64,2</u>

*Source : RESF/INSEE*

# D'où vient l'écart entre prévision et exécution ?

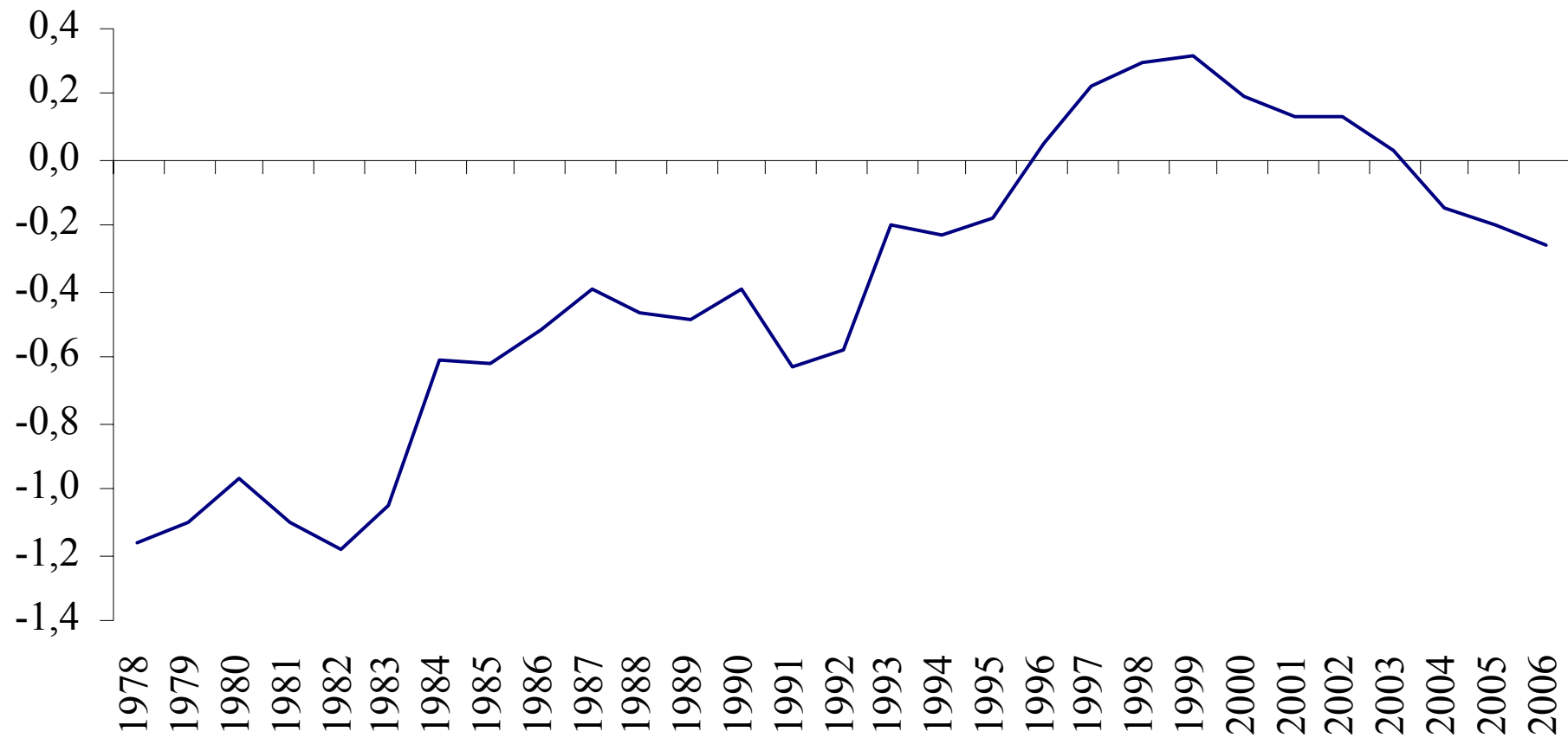
*(solde budgétaire en % du PIB)*

	2007 (prév.)	2007 (exécution)	Écart
Etat	- 1,9	- 2,1	<u>- 0,2</u>
ODAC	-0,1	-0,1	0,0
Collectivités territoriales	-0,2	-0,4	<u>-0,2</u>
Sécurité sociale	- 0,2	- 0,1	+ 0,1
Total	- 2,4	-2,7	- 0,3

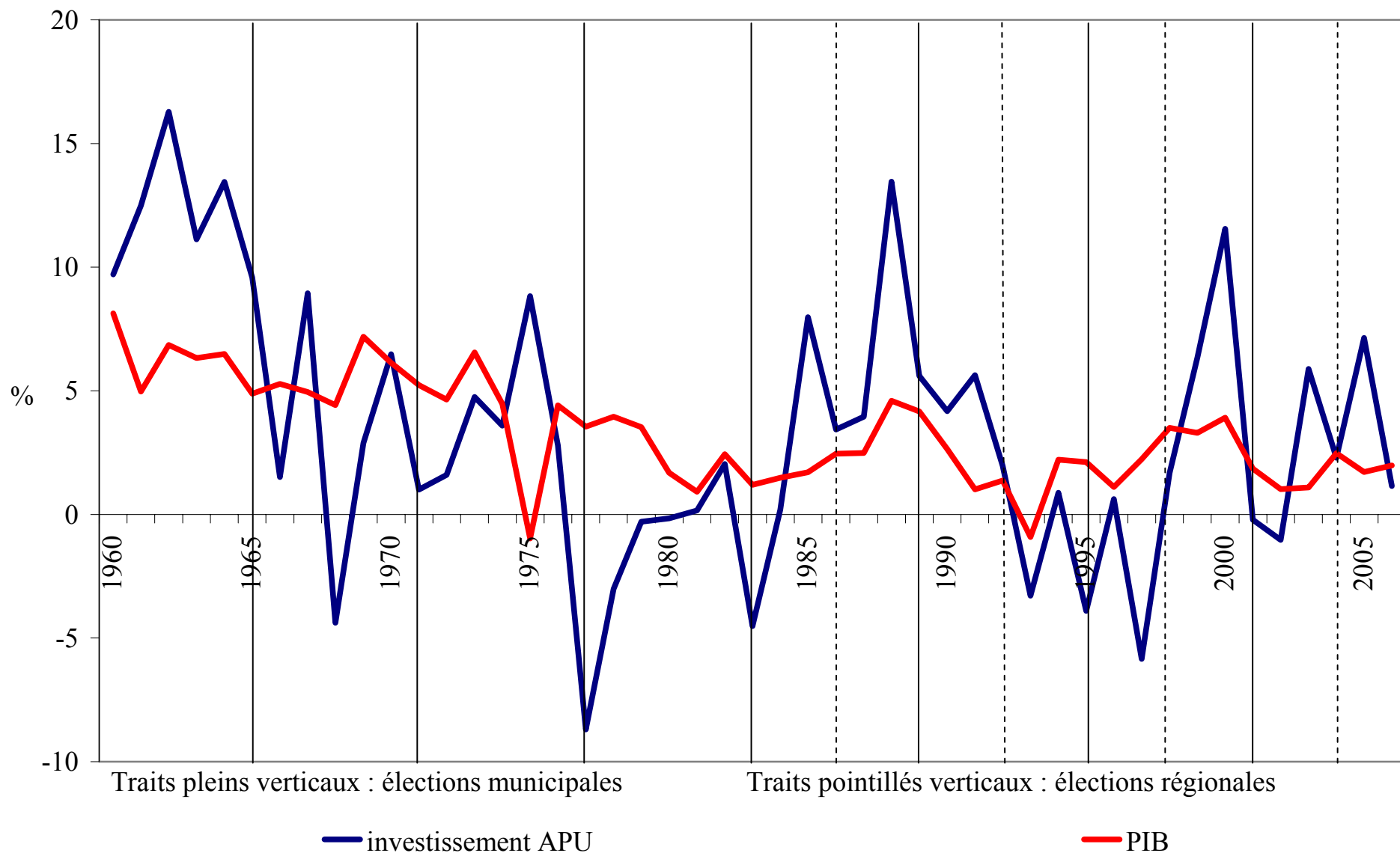
*Source : RESF/INSEE*

# Le retour des finances locales au déficit?

*(en % du PIB)*



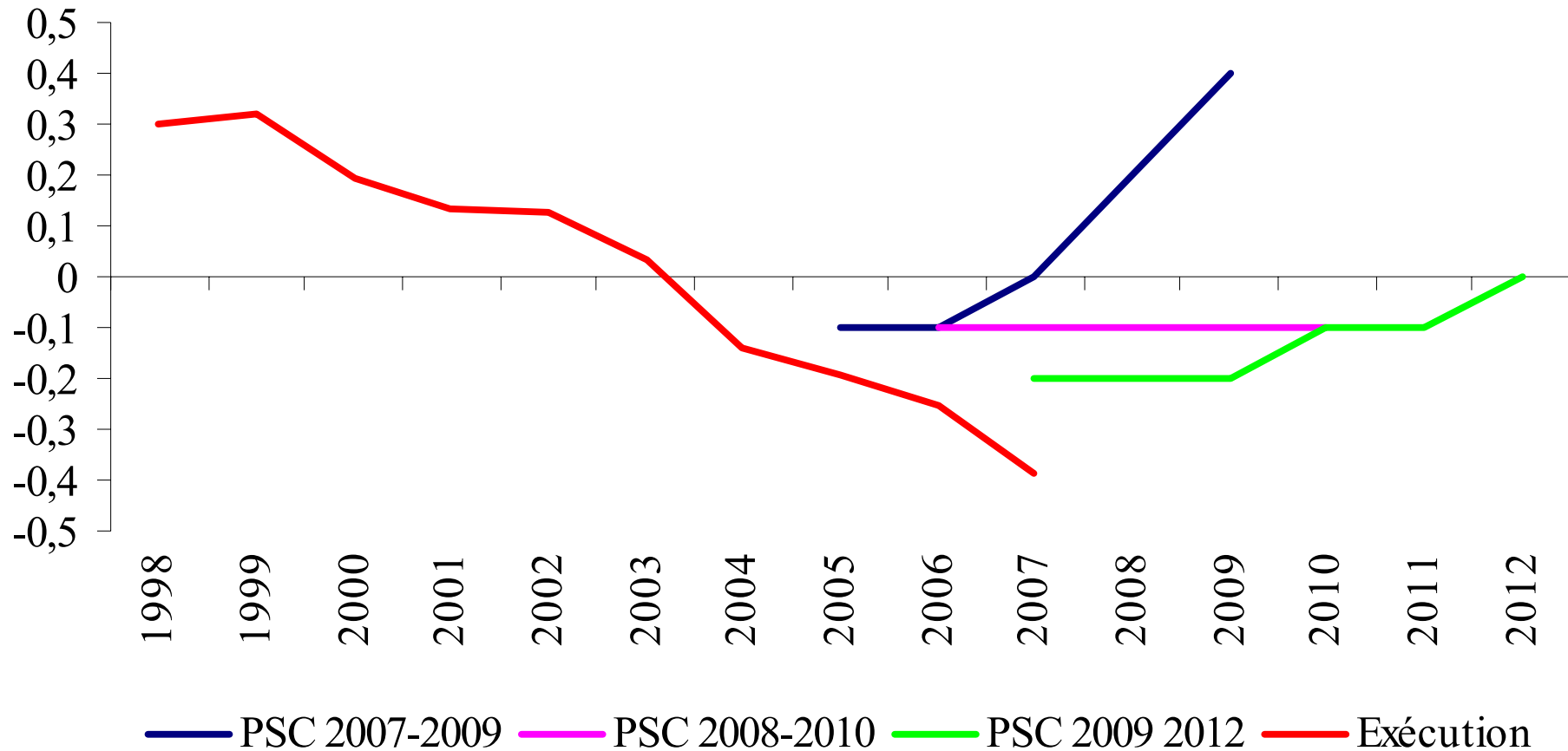
# Une situation de l'investissement local qui dépend du cycle électoral *(en % du PIB)*





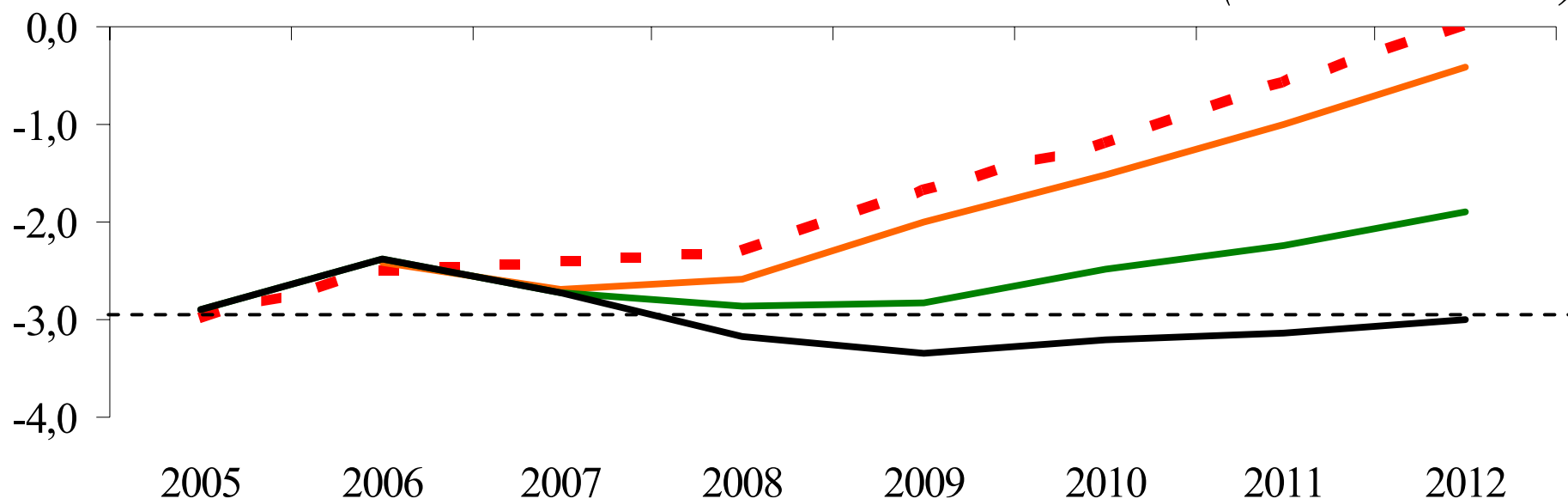
# Le réalisme relatif des programmes de stabilité pour les collectivités locales

*(en % du PIB)*



# Quel impact des chiffres révisés sur la trajectoire des finances publiques ?

(en % du PIB)



■ ■ ■ Programme de stabilité 2009-2012

— Programme de stabilité 2009-2012 actualisé, en fonction de l'exécution 2007

— Scénario sur les hypothèses de croissance du consensus

— Scénario du consensus et réévaluation de l'élasticité des PO

# Quel impact sur les économies à réaliser ?

- **rappel des ordres de grandeur : 0,1 point de PIB = 1,8 milliard d'euros ;**
- **pour éviter tout risque sur le déficit 2008, quelles que soient les hypothèses, nécessité d'un correctif de l'ordre de 0,3 point de PIB, soit une annulation des crédits mis en réserve (7 milliards d'euros) supérieure à 5 milliards d'euros ;**
- **à échéance 2012, une économie par rapport à la tendance de 80 milliards d'euros reste d'actualité.**

# **LA GESTION DE L'ETAT MIEUX MAÎTRISÉE**

*compte-rendu d'un déplacement à la direction du  
budget le 27 février 2008*

# L'exécution 2007 pour le budget de l'Etat

<i>(en milliards d'euros)</i>	LFI	LFR	Exécution
Dépenses nettes du budget général	266,85	266,85	266,8
Recettes nettes du budget général	224,5	228,5	228,6
Solde du budget général	- 42,3	- 38,4	- 38,2
<b>Solde du budget de l'Etat (yc comptes spéciaux)</b>	<b>- 42,0</b>	<b>- 38,3</b>	<b>- 38,4</b>

# Les recettes de l'Etat en 2007 : 4 milliards de mieux par rapport à la LFI

*(en milliards d'euros)*

	<b>Ecart</b>
<b>Recettes fiscales nettes</b>	<b>+1,0</b>
Impôt net sur le revenu	-1,5
Impôt net sur les sociétés	+4,9
Taxe sur la valeur ajoutée nette	-2,0
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>+1,7</b>
<b>Surévaluation du prélèvements sur recettes</b>	<b>+1,4</b>
au profit des collectivités territoriales	-0,2
au profit de l'Union européenne	+1,5
<b>Recettes nettes du budget général</b>	<b>+4,1</b>

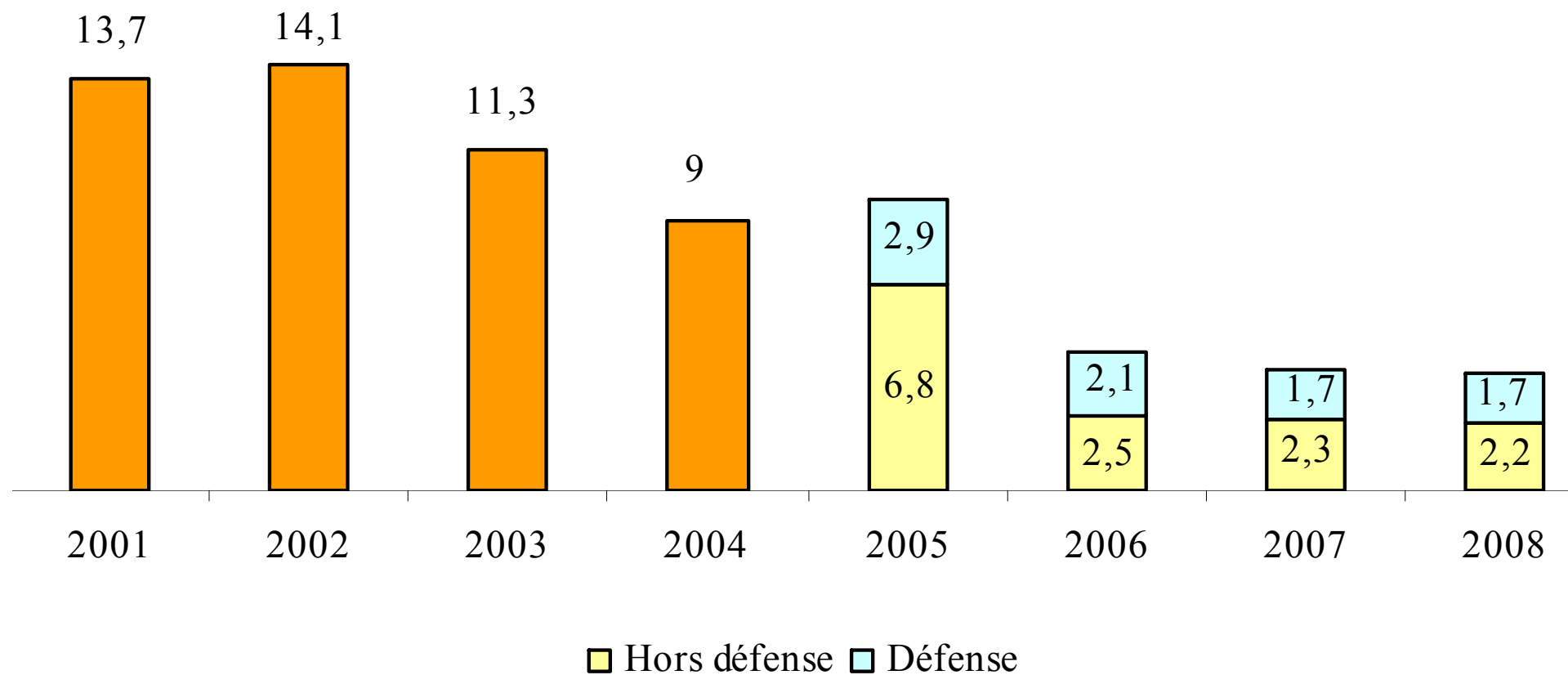
# De moindres tensions sur les crédits

*(en milliards d'euros)*

	2003	2004	2005	2006	2007
Mise en réserve initiale	3,9	3,8	3,9	5,5	5,5
Gel en cours d'année	9,5	2,8	1,2	0,2	0,2
<b>Total gel</b>	<b>13,4</b>	<b>6,6</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>5,7</b>
Dégel en cours d'année	3,2	3,5	1,9	4,4	4,4
Annulations pour redéploiements	3,6	0,8	0,8	1,2	1,3
<i>Annulations sèches</i>	<i>6,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,05</i>

# Des reports maîtrisés

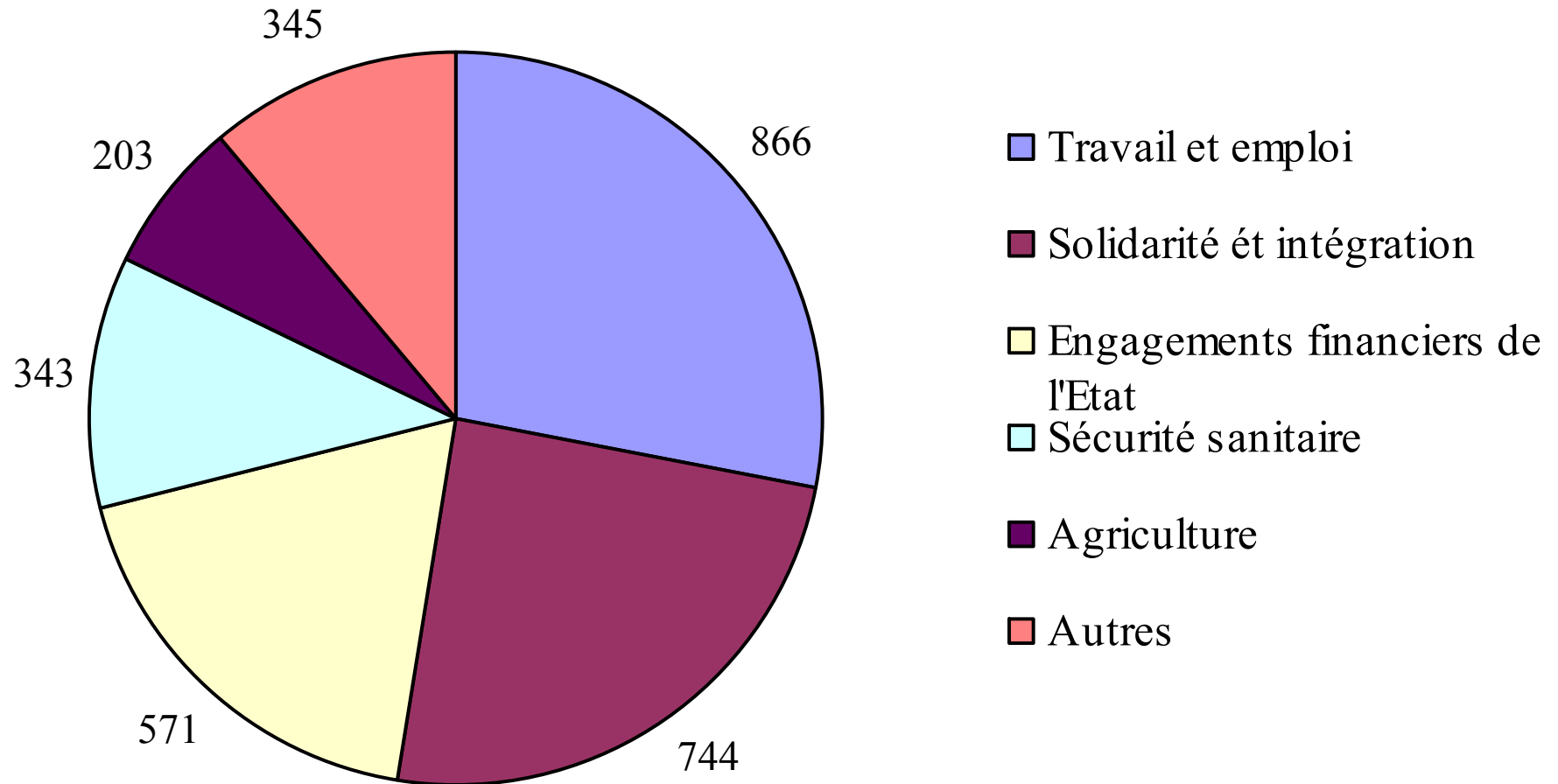
*(en milliards d'euros)*





# Mais trop d'ouvertures en exécution correspondent à des sous-budgétisations

*(en millions d'euros)*



# Des enjeux distincts

- **A court terme : maîtriser les dépenses en dépit d'une conjoncture plus incertaine**
- **A moyen terme : réformer l'Etat en mettant en oeuvre :**
  - **la révision générale des politiques publiques**
  - **La revue générale des prélèvements obligatoires**